

# JOURNAL OFFICIEL

## DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 81.  
N° 49.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1  
NO TETEPA 1932.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Établissements fran- çais de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.....	61 fr.	37 fr.	20 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50
Annonces commerciales et avis divers : 4 fr.	
Les mêmes renouvelées.....	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	1 40

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

1932

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
3 mai..... Loi tendant à approuver l'avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie signé le 24 décembre 1929 (Ar- rêté de promulgation n° 732 c. du 23 août 1932).....	446
19 juin..... Décret autorisant l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du Budget des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1931 (Arrêté de promulgation n° 728 c. du 19 août 1932).....	444
22 juin..... Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, l'article 2 de la loi du 21 décembre 1930, modifiant l'article 41 du Code de Commerce (Arrêté de promulgation n° 728 c. du 19 août 1932) suivi de l'extrait de la loi du 21 décembre 1930.	444
1 <sup>er</sup> juillet..... Décret portant application de la loi du 28 avril 1932 instituant une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas (Ar- rêté de promulgation n° 732 c. du 23 août 1932).....	445
4 juillet..... Décret portant règlement de la situation des fonctionnaires et agents quittant prématurément le service outre-mer après avoir bénéficié d'un passage gratuit (Arrêté de promulgation n° 728 c. du 19 août 1932).....	445
7 juillet..... Loi ratifiant le décret du 5 avril 1931 rejetant la délibération du Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 novembre 1930 relative à la réglemen- tation douanière en vigueur dans cette colonie (Arrêté de pro- mulgation n° 728 c. du 19 août 1932).....	445

## INFORMATIONS

12 juillet..... Arrêté ministériel relatif au cautionnement des titulaires de marchés.....	446
Circulaires ministérielles du 21 juin 1932, 16 février 1932 et 28 mai 1931 au sujet des adresses des familles en France des fonc- tionnaires en service aux colonies.....	446
Extrait.....	447
Distinctions honorifiques.....	446

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

12 août..... Arrêté n° 698 s.g. portant modifications à l'arrêté n° 960 c. du 29 décembre 1931 sur les indemnités.....	448
12 août..... Arrêté n° 699 s. g. supprimant les remises allouées au personnel du Service des Douanes et Contributions sur différents pro- duits perçus au profit du Service local et réglant à nouveau le mode de répartition de celles prévues par le Décret du 11 mars 1897 sur l'octroi de mer.....	449
12 août..... Arrêté n° 704 l. p. portant réorganisation du Service de l'écono- mat de l'école Principale des Tuamotu à Fakarava.....	449
12 août..... Arrêté n° 702 s. g. divisant les lagons de Fakarava et de Toau en secteurs et portant ouverture par roulement de ces secteurs.	450
12 août..... Arrêté n° 704 j. modifiant les jours d'audience du Tribunal de 1 <sup>re</sup> instance de Papeete.....	451
16 août..... Arrêté n° 712 d. fixant le cours officiel des changes pour la con- version en monnaie locale du montant des factures libellées	

en monnaies étrangères, présentées pour l'application des droits ad valorem perçus à l'entrée dans la Colonie.....	451
16 août..... Arrêté n° 713 e, attribuant au Service Local des soldes créditeurs de successions et biens vacants.....	451
26 avril..... Arrêté n° 750 t. p. fixant le grade du Chef du Service des Tra- vaux publics et des Mines.....	452
26 août..... Arrêté n° 752 d, rendant exécutoires deux rôles principaux et un rôle supplémentaire pour l'année 1932, des perceptions de Atuona (Marquises Sud) et Taiohae (Marquises Nord) de la propriété bâtie, des patentes et de la taxe sur les chiens.....	452

Extraits.....	452
---------------	-----

## NÉCROLOGIE.

MM. Farone Teonitio et Lequerré (Arthur).....	455
---	-----

## AVIS OFFICIELS

Comité Colonial du Combattant. — Avis.....	455
Avis pour l'attribution de secours et allocations scolaires.....	456
Foire de Hanôï. — Avis.....	456
Foyer Colonial de Marseille. — Avis.....	456
Concours pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale. — Avis.....	456
Avis au sujet des personnes de nationalité étrangère ayant servi dans l'armée française pendant la guerre.....	456
Service Topographique. — Avis aux propriétaires de l'île Mehetia.....	456
Service Topographique. — Avis aux propriétaires de Raiatea.....	456
Trésorerie de Tahiti. — Avis aux veuves de guerre.....	457
Concours pour l'emploi de Contrôleur stagiaire des Douanes.....	457
Caisse Agricole. — Avis au sujet d'une émission de bons portant intérêts.....	457
Service de l'immigration. — Avis.....	457
Transfert des propriétés. — Demandes de vente.....	457

## PARTIE NON OFFICIELLE

## DIVERS

Annonces judiciaires.....	457
Annonces commerciales et avis divers.....	459

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 728 c., promulguant dans la Colonie les décrets des  
19 et 22 juin, 4 juillet 1932 et la loi du 4 juillet 1932.

(Du 19 août 1932)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS  
DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;  
Vu les circulaires ministérielles n<sup>os</sup> 906 du 17 juillet 1920 et 511 du 10 septembre 1931,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1<sup>o</sup> le décret du 19 juin 1932 autorisant l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du Budget des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1931 (J.O.R.F. du 23 juin 1932, page 6786);

2<sup>o</sup> le décret du 22 juin 1932, rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du Ministère des colonies, l'article 2 de la loi du 21 décembre 1930 modifiant l'article 41 du Code de commerce (J.O.R.F. du 4-5 juillet 1932, page 7284);

3<sup>o</sup> le décret du 4 juillet 1932, portant règlement de la situation des fonctionnaires et agents quittant prématurément le service outre-mer après avoir bénéficié d'un passage gratuit (J.O.R.F. du 8 juillet 1932, page 7373);

4<sup>o</sup> la loi du 4 juillet 1932, ratifiant le décret du 5 avril 1931, rejetant la délibération du Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 novembre 1930, relative à la réglementation douanière en vigueur dans cette colonie (J.O.R.F. du 10 juillet 1932, page 7434);

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papetë, le 19 août 1932.

L. BOUCHET.

DÉCRET autorisant l'ouverture de crédits supplémentaires au titre du Budget des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1931.

(Du 19 juin 1932.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du Ministre des colonies,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvé l'arrêté n<sup>o</sup> 300, en date du 8 avril 1932, du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant ouverture au Budget local de l'exercice 1931, de 38.000 fr. de crédits supplémentaires provenant de subventions de la métropole, avec affectations spéciales.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie, et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

ALBERT SARRAUT.

DÉCRET rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, l'article 2 de la loi du 21 décembre 1930 modifiant l'article 41 du code de commerce.

Du 22 juin 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 21 décembre 1930, modifiant l'article 41 du code de commerce,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est déclaré applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, l'article 2 de la loi du 21 décembre 1930 modifiant l'article 41 du code de commerce.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal officiel* de chacune de nos possessions, et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ALBERT SARRAUT.

LOI modifiant l'article 1834 paragraphe 1<sup>er</sup> du Code Civil et l'article 41 du Code de Commerce relatif à la preuve en matière de Société (J.O.R.F. du 23 décembre 1930, page 13986).

(Du 21 décembre 1930.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 2. — L'article 41 du Code de Commerce est ainsi modifié :  
« Art. 41. — Aucune preuve par témoins ne peut être admise contre et outre le contenu dans les actes de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant l'acte, lors de l'acte ou depuis, encore qu'il s'agisse d'une somme au-dessous de cinq cents francs.

Fait à Paris, le 21 décembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

HENRY CHÉRON.

Le Ministre de l'économie nationale du Commerce et de l'Industrie,

LOUIS LOUCHEUR.

**DÉCRET portant règlement de la situation des fonctionnaires et agents quittant prématurément le service outre-mer après avoir bénéficié du passage gratuit.**

(Du 4 juillet 1932.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les passages des fonctionnaires coloniaux, modifié par les décrets des 6 juillet 1904, 21 juillet 1910 et 25 septembre 1911 ;

Vu le décret du 13 août 1925, portant règlement de la situation des fonctionnaires et agents quittant prématurément le service outre-mer, après avoir bénéficié du passage gratuit ;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du décret du 13 août 1925 susvisé sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents qui, avant d'avoir accompli un an de séjour, auront démissionné de leur emploi, ou auront été placés en congé pour affaires personnelles, suivi d'une mise en disponibilité ou de démission, pour raisons d'intérêts ou de famille et pour tout autre motif d'ordre personnel, sauf pour raisons de santé dûment justifiées.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4 juillet 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ALBERT SARRAUT.

**LOI ratifiant le décret du 5 avril 1931, rejetant la délibération du conseil d'administration des Etablissements français de l'Océanie, en date du 28 novembre 1930, relative à la réglementation douanière en vigueur dans cette colonie.**

(Du 4 juillet 1932.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret du 5 avril 1931 rejetant la délibération du Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie, en date du 28 novembre 1930, relative à la réglementation douanière en vigueur dans cette colonie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 juillet 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ALBERT SARRAUT.

**ARRÊTÉ n° 732 c., promulguant dans la Colonie le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1932 et la loi du 3 mai 1932.**

(Du 23 août 1932.)

LE GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les circulaires ministérielles n°s 906 du 17 juillet 1920 et 511 du 10 septembre 1931,

Vu la dépêche ministérielle n° 893 du 20 mai 1932, prescrivant la promulgation de la loi du 3 mai 1932, tendant à approuver l'avenant à la Convention commerciale entre la France et la Hongrie signé le 21 décembre 1929,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1<sup>o</sup> — le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1932, portant application de la loi du 28 avril 1932, instituant une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas (J.O.R.F. du 4-5 juillet 1932, page 7284) ;

2<sup>o</sup> — la loi du 3 mai 1932, tendant à approuver l'avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie signé le 24 décembre 1929 (J.O.R.F. du 6-7 mai 1932, page 4819).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 août 1932.

L. BOUCHET.

**DÉCRET portant application de la loi du 28 avril 1932, instituant une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas.**

(Du 1<sup>er</sup> juillet 1932.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des colonies, du budget et du commerce et de l'industrie ;

Vu l'article 18 du sénatus consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les lois et textes organiques des colonies ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu la loi du 28 avril 1932, établissant une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas.

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le produit de la taxe spéciale établie par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 avril 1932 susvisée et applicable à l'importation en France des conserves d'ananas, est réparti par le ministre des colonies entre les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, producteurs de conserves d'ananas.

Art. 2. — Cette répartition est opérée au prorata, pour chaque année, des quantités de conserves d'ananas produites et exportées par les colonies et territoires intéressés au cours de l'année précédente.

A cet effet, chaque administration locale intéressée adressera au ministre des colonies, dans le premier mois de chaque année, le relevé des exportations de conserves d'ananas constatées par le service local des douanes au cours de l'année précédente.

Art. 3. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor de chaque colonie ou territoire intéressé, un compte spécial alimenté en recettes par les fonds provenant de la répartition de la taxe indiquée à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 4. — L'exportation des conserves d'ananas dans les colonies ou territoires intéressés donnera lieu au paiement, sur les fonds du compte spécial, d'une prime dont le taux pourra atteindre au maximum la différence entre le prix de revient et le cours moyen trimestriel de vente de la conserve d'ananas.

Le prix de revient est fixé, à un taux unique pour l'ensemble de chaque colonie ou territoire intéressé, par arrêté de l'administration locale approuvé par le ministre des colonies.

Le cours moyen trimestriel de vente est la moyenne des prix de vente en gros de la conserve d'ananas au débarquement dans les ports d'importation pendant le trimestre précédent.

L'attribution de la prime sera suspendue quand le cours moyen trimestriel, ainsi défini, s'établira au niveau du prix de revient.

Art. 5.—La prime définie à l'article précédent est payable pour les quantités de conserves d'ananas exportées à compter du 29 avril 1932.

Les colonies ou territoires intéressés, en attendant la mise à leur disposition des sommes à leur revenir sur le produit de la taxe spéciale peuvent consentir, soit sur leur fonds de réserve, soit sur les disponibilités de la trésorerie, les avances nécessaires au paiement de la prime susmentionnée.

Art. 6. — Lorsque l'arrêté annuel de comptabilité du compte spécial prévu par l'article 3 fera apparaître un excédent des recettes sur les dépenses, cet excédent fera l'objet d'un report en recettes sur les opérations de l'année suivante.

Art. 7. — Lorsque la situation d'actif du compte spécial d'une part, les circonstances économiques d'autre part, en feront apparaître la possibilité, les administrations locales intéressées pourront, avec l'assentiment du ministre des colonies, employer les ressources disponibles du compte spécial en totalité ou en partie, à des dépenses d'intérêt général ayant pour but d'améliorer la production de l'ananas, les conditions de sa conservation et l'organisation de sa vente sur les marchés extérieurs.

Art. 8. — Les Ministres des colonies, du budget et du commerce et de l'industrie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des colonies,*

ALBERT SARRAUT.

*Le Ministre du budget,*

MAURICE PALMADE.

*Le Ministre du commerce  
et de l'industrie,*

JULIEN DURAND.

*LOI tendant à approuver l'avenant à la convention commerciale entre la France et la Hongrie signé le 21 décembre 1929.*

(Du 3 mai 1932.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

*Article unique.*— Le Président de la République est autorisé à ratifier l'avenant du 21 décembre 1929 à la convention commerciale entre la France et la Hongrie.

Une copie de cet acte et de ses annexes demeurera annexée à la présente loi (1).

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 mai 1932.

PAUL DOUMER.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,  
Ministre des affaires étrangères,*

ANDRÉ TARDIEU.

*Le Ministre des finances,*

P.-E. FLANDIN.

*Le Ministre des travaux publics,  
et de la marine marchande,*

CHARLES GUERNIER.

*Le Ministre du commerce  
et des postes, télégraphes  
et téléphones,*

LOUIS ROLLIN.

*Le Ministre de l'agriculture,*

Dr CHAUVÉAU.

(1) Le texte de cet avenant et de ses annexes paraîtra avec le décret de promulgation.

## INFORMATIONS

### Cautionnement des titulaires de marchés.

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 12 juillet 1932, l'établissement désigné sous le nom de Banque de Paris et des Pays-Bas, dont le siège est à Paris, 3, rue d'Antin, est autorisé à se porter caution personnelle et solidaire de tous soumissionnaires et titulaires de marchés passés pour le compte des divers services du département des colonies et des administrations locales des colonies et territoires sous mandat relevant de ce département dans les conditions prévues par la circulaire du 4 février 1932.

(J.O.R.F. du 16 juillet 1932, page 7669.)

Paris, le 21 juin 1932.

*Le Ministre des colonies à Messieurs les Gouverneurs généraux,  
les Gouverneurs des colonies et les commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

Les circulaires N° 30 du 28 mai 1931 et 15 du 16 février 1932, vous ont donné les instructions nécessaires pour permettre au Département de connaître, dans toutes les circonstances où elles peuvent lui être utiles, les adresses dans la Métropole des familles des fonctionnaires en service dans nos possessions d'outre-mer.

Bien que toutes récentes et rappelées à plusieurs reprises, ces circulaires ont néanmoins été déjà perdues de vue dans certaines colonies.

Tout dernièrement encore, le Département à l'occasion d'un décès de fonctionnaire, ne possédait pas l'adresse exacte de la famille. La mère de ce fonctionnaire n'a pu être avisée du décès de son fils et a appris sa mort par une lettre qui lui a été retournée avec la mention "décédé", apposée au dos de l'enveloppe.

Il vous apparaîtra que de pareils errements contraires aux ménagements les plus élémentaires que l'Administration doit avoir à l'égard des familles de nos fonctionnaires disparus, ne devraient plus se reproduire.

Vous voudrez bien, par conséquent, ne pas manquer de donner toutes les instructions nécessaires pour que les prescriptions.

des circulaires du 28 mai 1931 et du 16 février 1932, dont je vous adresse ci-joint copies, soient strictement observées.

Ces instructions, ainsi que la présente circulaire devront être insérées au *Journal officiel* de la colonie que vous administrez.

P. le Ministre et p. o.  
Le Directeur du Cabinet,  
BERTHOIN.

Paris, le 16 février 1932.

*Le Ministre des Colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique Équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des Colonies et les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

A la date du 28 mai 1931 et sous le n° 30, une circulaire vous a été adressée portant les instructions nécessaires pour permettre au Département de connaître, dans toutes les circonstances où elles peuvent lui être utiles, les adresses, dans la Métropole, des familles des fonctionnaires en service outre-mer.

Cette circulaire était ainsi conçue :

« Le Département a parfois besoin, à l'occasion de circonstances imprévues, de se mettre en rapport avec les familles des fonctionnaires coloniaux, dont les adresses en France ne lui ont pas été communiquées.

« Si, pour l'ensemble du personnel des cadres locaux, il est pratiquement difficile de faire connaître, chaque année, à l'Administration centrale du Département, les adresses dans la Métropole des familles de ce personnel, il n'en est pas de même pour les fonctionnaires des cadres coloniaux ou généraux pour lesquels un bulletin de notes est annuellement envoyé par vos soins au Département.

« Par conséquent, vous voudrez bien veiller attentivement à ce que les bulletins annuels de notes en question comportent une rubrique spéciale : Adresse de la famille en France », qui devra être remplie par les intéressés.

« Je vous prie de vouloir bien donner à ce sujet, toutes instructions utiles et m'accuser réception de la présente circulaire ».

Toute récente encore, cette circulaire a néanmoins été déjà perdue de vue dans certaines colonies.

Par conséquent, vous voudrez bien ne pas manquer de donner toutes les instructions nécessaires pour qu'elle soit désormais strictement observée.

Il est bien entendu que, dans le cas où les fonctionnaires en question n'ayant plus de famille en France auraient cependant un correspondant dans la Métropole, c'est l'adresse de ce dernier, avec indication de sa qualité, qui devra être donnée sur les bulletins de notes.

P. le Ministre et p. o.  
Le Gouverneur des Colonies,  
Directeur du Cabinet du Ministre,  
RESTE.

Paris, le 28 mai 1931.

*Le Ministre des Colonies, à Messieurs les Gouverneurs généraux de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique Équatoriale française et de Madagascar, les Gouverneurs des Colonies et les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo.*

Le Département a parfois besoin, à l'occasion de circonstances imprévues, de se mettre en rapport avec les familles des fonctionnaires coloniaux, dont les adresses en France ne lui ont pas été communiquées.

Si pour l'ensemble du personnel des cadres locaux, il est pratiquement difficile de faire connaître, chaque année, à l'Administration centrale du Département, les adresses dans la Métropole des familles de ce personnel, il n'en est pas de même pour les fonctionnaires des cadres coloniaux ou généraux pour lesquels un bulletin de notes est annuellement envoyé par vos soins au Département.

Par conséquent, vous voudrez bien veiller attentivement à ce que les bulletins annuels de notes en question comportent une rubrique spéciale : « Adresse de la famille en France » qui devra être remplie par les intéressés ».

Je vous prie de vouloir bien donner à ce sujet, toutes instructions utiles et m'accuser réception de la présente circulaire.

Le Ministre et par délégation,  
le Sous-Secrétaire d'Etat,  
DIAGNE.

## EXTRAIT

Par décret du 18 juin 1932, ont été promus dans le Service de Santé des Troupes Coloniales (*J.O.R.F.*, du 25 juin 1932, page 6871).

(Pour prendre rang du 25 juin 1932).

*Au Grade de Médecin Commandant.*

Les Médecins Capitaines :

2<sup>e</sup> tour (choix), Caro (Jean-Baptiste) en service hors cadres au Pacifique, en remplacement de M. Guernier, retraité.

## Distinctions honorifiques.

### LÉGION D'HONNEUR.

Par décret en date du 2 août 1932 M. Teriitauairohotu a Mataitai, Chef du district d'Afareaitu est nommé Chevalier de la Légion d'Honneur.

Par décret en date du 12 août 1932, M<sup>lle</sup> Banzet, Emilie, Ex-Directrice de l'Ecole Protestante française indigène de filles, est nommée Chevalier de la Légion d'Honneur.

### MÉDAILLE MILITAIRE.

Par décret du 8 juillet 1932, la Médaille Militaire a été conférée aux Militaires de l'Armée Active dont les noms suivent : (*J.O.R.F.*, du 1<sup>er</sup> juillet 1932, page 7479).

### GENDARMERIE. — COLONIES.

Grolier (Jean), Maréchal des Logis Chef en Océanie-Tahiti, 17 ans de services, 7 campagnes.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 698 s. g. portant modifications à l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931 sur les indemnités.

(Du 12 août 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931, réglementant les conditions dans lesquelles les suppléments de fonctions et indemnités diverses devront être perçus ; fixant les catégories de fonctionnaires pouvant prétendre au logement avec ameublement, au logement sans ameublement ou à une indemnité représentative et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 18 du 25 mai 1932, prescrivant des compressions sur les dépenses d'indemnités qui ne seraient pas indiscutablement justifiées, c'est-à-dire lorsqu'elles ne rémunèrent pas un service tel que le bénéficiaire doit fournir un travail supplémentaire très net ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur le rapport du Chef du bureau des finances ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'arrêté n° 960 c du 29 décembre 1931 sur les indemnités sont modifiées, complétées ou supprimées comme il est dit ci-dessous :

Art. 6. — *Frais de service.*

Abrogé.

Art. 7. — *Indemnité au personnel militaire.*

Abrogé.

Art. 11 à 13. — *Indemnité de zone.*

Abrogés.

Art. 32 à 43. — *Indemnités de déplacement et forfaitaires de transport.*

Abrogés. — (Voir arrêté n° 466 s. g. du 3 juin 1932).

Art. 48. — *Indemnité de logement.*

Remplacer la première ligne par la mention suivante :

« Peuvent bénéficier du logement sans ameublement ».

Art. 50.

Remplacer le dernier paragraphe par les dispositions suivantes :

« Pour les fonctionnaires désignés à l'article 47 du présent arrêté, le taux de cette indemnité ne peut être supérieur au loyer effectivement payé ».

« Pour les fonctionnaires désignés à l'article 48 du présent arrêté, le taux de cette indemnité ne peut être supérieur à Deux mille quatre cents francs par an (2.400 fr.) ».

Art. 51.

Remplacer le dernier paragraphe par les dispositions suivantes :

« Toutefois, l'indemnité prévue aux deux paragraphes précédents ne pourra, en aucun cas, dépasser Mille deux cents francs (1.200 fr.) par an.

Art. 2. — Les tableaux annexés à l'arrêté n° 960 c du 29 décem-

bre 1931 sur les indemnités sont modifiés, complétés ou supprimés comme il est dit ci-dessous :

## TABLEAU A

## Suppléments de fonctions.

## Supprimer :

Surveillant du service intérieur du Gouvernement...	1.200 »
Rédacteur du journal "Te Vea Maohi".....	600 »
Magistrat chargé de la tenue des audiences à Taravao	1.000 »
Magistrat chargé de la tenue des audiences à Moorea	1.000 »
Fonctionnaire chargé de la prison de Papeete.....	1.500 »
Service des Contributions. — Chef de Service.....	3.000 »
Service Topographique. — Chef de Service.....	2.400 »
Inspecteur de la Navigation.....	1.500 »
Fonctionnaire ou agent chargé de la gérance de la cale de halage (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1933).....	3.600 »
Mécanicien chargé de l'entretien et de la conduite des appareils de la cale de halage (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1933) .....	2.400 »
Arrimeur-plongeur de la cale de halage (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1933).....	1.200 »
Médecin accoucheur de la Maternité de Papeete.....	2.400 »

## Modifier :

Médecin chargé du laboratoire de bactériologie.....	2.000 »
au lieu de 2.400 fr. ;	

## Supprimer :

Immigration-Commissaire adjoint, syndic à Papeete.	900 »
--	-------

## TABLEAU B

## Frais de service.

## Supprimer :

Secrétaire particulier du Gouverneur.....	2.000 »
Bureau politique et militaire, Chef du bureau.....	2.000 »
Procureur de la République.....	2.000 »
Douanes. — Chef de Service.....	3.000 »
Service Topographique. — Chef de Service.....	1.800 »
Imprimerie. — Directeur de l'Imprimerie.....	1.800 »
Travaux publics et Mines. — Chef de Service.....	3.500 »
Service de Santé. — Chef de Service.....	3.000 »
Enseignement. — Chef de Service.....	2.000 »
Météorologie. — Chef de Service.....	2.400 »

## A passer au tableau A "Suppléments de fonctions"

Cabinet du Gouverneur. — Chef de Cabinet.....	3.400 »
Secrétariat Général. — Secrétaire Général.....	4.000 »
Chef du 1 <sup>er</sup> Bureau (Finances).....	2.600 »
Chef du 2 <sup>me</sup> Bureau.....	2.000 »

ainsi que les mentions marginales prévues par l'arrêté n° 566 s. g. du 1<sup>er</sup> juillet 1932.

## TABLEAU F

## Indemnité de déplacement.

Supprimer totalement. (Voir arrêté n° 466 s. g. du 3 juin 1932).

## TABLEAU G

## Indemnité de monture.

## Modifier :

Indemnité de monture.....	180 »
au lieu de 240 fr.	



Supprimer :

« Sauf pour les militaires de la Gendarmerie qui perçoivent la prime fixée par le décret du 8 octobre 1931 ».

### TABEAU J

*Frais de représentation.*

Modifier comme suit :

Administrateur des Iles-Sous-le-Vent.....	6.000 »
— des Iles Tuamotu .....	3.600 »
— des Iles Marquises (Nord).....	3.000 »
— des Iles Marquises (Sud).....	2.400 »
— des Iles Gambier .....	1.200 »

(Sous réserve de l'approbation ministérielle et à compter du premier du mois qui suivra cette approbation).

Art. 3. — Le présent arrêté est applicable à compter du premier du mois suivant celui de sa date, sauf en ce qui concerne les indemnités pour lesquelles une autre date est prévue.

Art. 4. — Le Chef du Bureau des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 699 S. G., supprimant les remises allouées au personnel du Service des Douanes et Contributions sur différents produits perçus au profit du Service local et réglant à nouveau le mode de répartition de celles prévues par le décret du 11 mars 1897, sur l'octroi de mer.

(Du 12 août 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 11 mars 1897, fixant le mode d'assiette, de perception et de répartition\* des droits d'octroi de mer dans les Établissements français de l'Océanie, notamment l'article 5 ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1897, fixant la répartition de la remise de 1% sur le produit de l'octroi de mer ;

Vu les arrêtés locaux des 24 avril 1909 et 15 janvier 1921, attribuant des remises au personnel du Service des Contributions sur différents produits ;

Vu l'arrêté local du 10 décembre 1928, instituant une taxe à l'importation et à l'exportation et allouant une remise de 1 p. % aux agents des Douanes et Contributions ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1930, fixant le taux des droits de consommation sur les liquides alcooliques et attribuant une remise de 1% aux agents du Service des Douanes ;

Vu l'arrêté local du 8 novembre 1930, établissant un droit de consommation sur les essences, pétrole et huiles de pétrole et attribuant une remise de 1% aux agents du Service des Douanes ;

Considérant qu'il est équitable que les remises allouées aux agents des douanes et contributions sur le produit de l'octroi de mer soient réparties proportionnellement au grade et à la responsabilité de chacun, fonctionnaires d'un cadre et auxiliaires ;

Vu les nécessités budgétaires ;

Sur le rapport du Chef du Bureau des Finances ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les dispositions des arrêtés des 24 avril 1909, 15 janvier 1921, 10 décembre 1928, 27 janvier et 8 novembre 1930, sont abrogées en tant qu'elles accordent des remises sur différents produits autres que les droits d'octroi de mer.

Art. 2. — La remise de 1% prélevée sur le produit de l'octroi de mer au profit des employés du Service des Contributions et Douanes sera répartie entre tous les fonctionnaires et agents titulaires ou auxiliaires pourvus d'un traitement mensuel et de la façon suivante :

Chefs et Contrôleurs.....	3 parts
Commis principaux.....	2 parts 1/2
Commis et préposés du Service actif.....	2 parts
Auxiliaires à traitement mensuel ou annuel...	1 part 1/2

Art. 3. — Les fonctionnaires et agents détachés au Service des Contributions et Douanes percevront une part suivant leur assimilation de solde avec le personnel du Service des Contributions et Douanes.

Art. 4. — Toutes dispositions antérieures, contraires au présent arrêté, sont et demeurent abrogées.

Art. 5. — Le Chef du bureau des Finances et le Chef du Service des Douanes et Contributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du premier du mois suivant celui de sa date et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 701 i. P., portant réorganisation du Service de l'économat de l'Ecole Principale des Tuamotu à Fakarava.

(Du 12 août 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1927 portant création de l'Ecole Principale des Tuamotu à Fakarava ;

Vu les arrêtés locaux du 7 novembre 1927 et du 30 août 1930 concernant les caisses des menues dépenses de l'Ecole principale des Tuamotu ;

Considérant que l'organisation actuelle en vigueur n'est plus en rapport avec les besoins de l'école ;

Sur la proposition concertée de l'Administrateur des Tuamotu et du Chef du Service de l'Enseignement ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La gestion du pensionnat de l'Ecole Principale des Tuamotu est confiée à un instituteur (ou une institutrice) qui prend le titre d'économe et dont la désignation est faite par le Gouverneur sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement. Il est alloué à l'économe une indemnité dont le montant est fixé par les textes en vigueur sur les suppléments de fonctions et indemnités diverses.

L'économe perçoit le montant de la pension de tous les élèves nourris par l'école. Il effectue les achats et règle les dépenses. Il dresse le menu et veille à son exécution. Il est responsable vis-à-vis

de l'Administration locale de sa gestion et doit se conformer aux prescriptions du présent arrêté. Il est soumis au contrôle de l'Administrateur de l'Archipel des Tuamotu et, éventuellement, celui du Chef du Service de l'Enseignement.

Art. 2. — Dans l'établissement du menu et le choix des denrées on devra prévoir un large emploi des ressources locales que l'on s'efforcera d'améliorer, de varier et de développer par des procédés simples et accessibles à tous. A cet effet, on s'efforcera d'utiliser au mieux le terrain de l'école. Si, par la suite, son étendue se trouve être insuffisante, l'Econome pourra solliciter l'autorisation de louer une parcelle dans le voisinage en fournissant toutes justifications utiles.

On apportera dans la préparation de ces produits et leur présentation les améliorations réclamées par une bonne hygiène alimentaire.

La ration journalière individuelle devra être suffisante pour assurer la croissance normale des pensionnaires.

L'un des cahiers de menus dont la tenue est prévue à l'article 5 paragraphe 5 du présent arrêté sera adressé mensuellement au Chef du Service de l'Enseignement qui pourra le communiquer pour avis au Chef du Service de Santé.

Art. 3. — Les recettes de l'économe comprennent :

- a) Les mandats du Service Local pour le paiement de la pension des enfants titulaires d'une bourse ou fraction de bourse.
- b) Les versements des familles des élèves payants ;
- c) Accessoirement le produit de la vente d'objets ou produits dont l'école n'a pas l'utilisation.

Les dépenses de l'économe comprennent :

- a) Les frais d'alimentation des pensionnaires, de la cuisinière et du surveillant ; ils se décomposent en :
  - Achats de vivres ;
  - Achats de matériel ;
  - Gages de la cuisinière.
- b) Le traitement du surveillant ;
- c) Eventuellement les dépenses effectuées par application de l'article 6 du présent arrêté.

Toutes les recettes effectuées par l'économe doivent être justifiées par les talons des reçus détachés d'un carnet à souches.

Toutes les dépenses sauf les menus achats au comptant, doivent être justifiées par des factures ou reçus acquittés.

Art. 4. — A la fin de chaque mois, l'Econome dresse un état des élèves titulaires d'une bourse ou fraction de bourse ayant été nourris par l'économe pendant le mois avec indication pour chacun de la période de présence à l'école. Cet état visé par le Chef du Service de l'Enseignement est adressé comme pièce justificative au Service chargé de l'établissement des mandats.

Art. 5. — L'Econome doit tenir les registres suivants qui seront vérifiés et visés par l'Administrateur ou le Chef du Service de l'Enseignement chaque fois que les circonstances le permettront :

- 1° Un registre des pensionnaires sur lequel sont inscrits tous les élèves prenant des repas à l'école, avec l'indication de la décision qui a accordé la bourse ou fraction de bourse.

Sur ce registre sont portées les rentrées et départs des élèves.

- 2° Un livre de caisse sur lequel sont inscrites au fur et à mesure, d'une part toutes les recettes, d'autre part toutes les dépenses. Ce livre est accompagné d'une chemise contenant les pièces justificatives des dépenses numérotées par ordre d'inscription au livre de caisse.

Les pièces justificatives des recettes sont constituées par les talons des reçus restés adhérents au carnet. Le numéro d'ordre de chacun des documents ci-dessus est reporté sur le livre de caisse au moment de l'inscription de la recette ou de la dépense.

Le livre de caisse est arrêté mensuellement et les pièces justificatives afférentes aux opérations effectuées au cours du mois sont conservées et groupées à part.

3° Un livre de magasin sur lequel seront inscrites au fur à mesure qu'elles auront lieu les entrées et les sorties des articles employés pour l'alimentation.

4° Un carnet de menus achats au comptant sur lequel sont inscrits les achats qui, par leur nature, ne donnent pas lieu à l'établissement d'une facture.

5° Deux cahiers de menus qui seront utilisés alternativement, l'un pendant les mois impairs l'autre pendant les mois pairs.

Ils donneront pour chaque journée l'indication du nombre des rations servies et la quantité de chacune des denrées utilisées dans l'alimentation.

Art. 6. — Les excédents de recettes seront affectés par le Chef du Service de l'Enseignement à l'amélioration du régime des pensionnaires, à des aménagements intérieurs, à l'acquisition de matériel à l'usage du pensionnat ou de récompenses scolaires.

Art. 7. — Au début de chaque mois l'Econome dresse un état faisant ressortir, pour le mois précédent :

- a) le montant de l'avoir en caisse au 1<sup>er</sup> jour du mois ;
- b) le montant des recettes effectuées au cours du mois ;
- c) le montant des dépenses effectuées dans la même période ;
- d) le montant des effets à recevoir au dernier jour du mois ;
- e) le montant des effets à payer à la même date ;
- f) la valeur des marchandises en magasin à la même date ;

Ce compte rendu est adressé au Chef du service de l'Enseignement qui le transmet au Gouverneur.

Art. 8. — Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1932. Toutes dispositions antérieures relatives à l'organisation de l'économe de l'Ecole Principale des Tuamotu sont et demeurent abrogées.

Art. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 702 s.g., divisant les lagons de Fakarava et de Toau en secteurs et portant ouverture par roulement de ces secteurs.

(Du 12 août 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 janvier 1904 réglementant la pêche des huitres nacrées et perlières dans la Colonie ;

Vu les arrêtés du 27 mars 1929 réglementant la pêche des huitres nacrées et perlières par plongeur à nu et par scaphandre, dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport n° 46, en date du 13 juillet 1932 de l'Administrateur des Tuamotu, Chef du Service de l'Ostréiculture ;

Vu le vœu émis par la population du district de Fakarava ;

Vu l'avis émis par la Chambre de Commerce dans sa séance du 26 juillet 1932 ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le lagon de Fakarava est divisé en deux secteurs de plonge.



Le premier secteur est délimité : au Nord par le récif Nord de l'île, au Sud par une ligne allant de Oreihoro sur le récif Est à Topikite sur le récif Ouest.

Le deuxième secteur est délimité : au Nord par le premier, au Sud par le récif Sud de l'île.

Le lagon de Toau est également divisé en deux secteurs de plonge.

Le premier secteur est limité à l'Est par le récif Est, à l'Ouest par une ligne joignant Puanea, sur le récif Nord, à Temangareva sur le récif Sud.

Le deuxième secteur est limité : à l'Est par le premier, à l'Ouest par le récif Ouest de l'île.

Art. 2. — Tous les ans, il sera ouvert à la plonge un des secteurs définis ci-dessus.

La pêche sera autorisée pour les plongeurs à nu du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre.

Art. 3. — En 1932 la plonge est autorisée dans le premier secteur de Fakarava, en 1933, dans le premier secteur de Toau ; en 1934, dans le deuxième secteur de Fakarava ; en 1935 dans le deuxième secteur de Toau et ainsi de suite.

Art. 4. — Pour le cas où la pêche par scaphandre serait autorisée, un arrêté spécial en définirait les modalités dans les limites des secteurs ci-dessus définis.

Art. 5. — Toutes les prescriptions relatives à la police de la plonge et au malaxage des chairs des huîtres seront appliquées.

La dimension des huitres nacrées et perlières pêchées ne devra pas être inférieure à 10 centimètres de diamètre mesurée à l'extérieur suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes du coquillage.

Art. 6. — L'Administrateur des Tuamotu est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 704 j., modifiant les jours d'audience du Tribunal de Première Instance de Papeete.

(Du 12 août 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 9 juillet 1890 portant organisation de la Justice dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1895 fixant les audiences des Tribunaux de Papeete ;

Vu les nécessités du service ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article premier de l'arrêté du 17 juin 1895 est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les jours d'audience du Tribunal de Première Instance :

Affaires correctionnelles.....	le mardi
Affaires civiles et commerciales.....	le vendredi.

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 712 d., fixant le cours officiel des changes pour la conversion en monnaie locale du montant des factures libellées en monnaies étrangères, présentées pour l'application des droits ad valorem perçus à l'entrée dans la Colonie.

(Du 16 août 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies ;

Vu le décret du 2 juin 1932 relatif à la fixation du cours des changes ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et Contributions, après consultation du Trésorier-Payeur, du Président de la Chambre de Commerce et du Directeur de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine à Papeete ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 12 août 1932,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La conversion en monnaie locale du montant des factures libellées en monnaies étrangères et présentées à la douane à l'appui des déclarations concernant les marchandises ayant à acquitter les droits ad valorem perçus à l'entrée des Etablissements français de l'Océanie, est effectuée suivant les cours ci-après :

Grande Bretagne.....	91 fr.
Nouvelle-Zélande.....	85 fr.
Australie.....	73 fr.
Etats-Unis.....	25 fr. 50

Art. 2. — Au cas où dans le courant du mois, les monnaies varieraient dans un sens ou dans l'autre, de plus de 5% de leur valeur, le Chef du Service des Douanes et Contributions sera tenu, après consultation de la Commission prévue, de soumettre une nouvelle base de conversion à l'agrément du Gouverneur.

Art. 3. — Le Chef du Service des Douanes et Contributions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 713 e., attribuant au Service Local les soldes créanciers de successions et biens vacants.

(Du 16 août 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les décrets du 28 décembre 1885, 19 mai 1903 et 7 octobre 1912 concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu le décret du 27 janvier 1855 concernant les successions et biens vacants, ensemble l'arrêté ministériel du 20 juin 1884, sur la comptabilité de ce service ;

Vu le décret du 13 avril 1932 promulgué le 24 mai ;  
Sur la proposition du Chef du Service de l'Enregistrement et l'avis conforme du Chef du Bureau des finances du Secrétariat Général,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont imputés au Service Local, en exécution du décret susvisé du 13 avril 1932, les soldes créditeurs des liquidations de plus de cinq ans de la curatelle ou des deshérences et dont le montant est inférieur à 50 francs suivant état ci-annexé, vérifié, arrêté au total de *deux cent quatre-vingt-treize francs soixante centimes*.

Art. 2. — Le Chef du Bureau des Finances, le Trésorier-Payeur et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 16 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 750 s.g. fixant le grade du Chef du Service des Travaux publics et des Mines.

(Du 26 août 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 août 1910, portant réorganisation du Service des Travaux publics et des Mines des colonies ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1923, fixant le grade du Chef du Service des Travaux publics ;

Sur le rapport du Chef du bureau des finances ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 26 août 1932,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le Service des Travaux publics et des Mines est placé, dans les Etablissements français de l'Océanie, sous la direction d'un Chef du Service appartenant au cadre général des Travaux publics des colonies et ayant le grade d'ingénieur-adjoint ou d'adjoint technique, suivant l'importance des travaux à entreprendre.

Art. 2. — Toutes dispositions antérieures et contraires sont et demeurent rapportées.

Art. 3. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1932.

Art. 4. — Le Chef du bureau des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 août 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 752 d., rendant exécutoires deux rôles principaux et un rôle supplémentaire pour l'année 1932, des perceptions de Atuona (Marquises Sud) et Taiohae (Marquises Nord) de la propriété bâtie, des patentes et de la taxe sur les chiens.

(Du 26 août 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;  
Vu l'arrêté du 16 février 1881, sur l'assiette, la liquidation et la perception des Contributions Directes ;

Vu l'arrêté 762 modifiant la taxe sur les chiens, en date du 29 décembre 1928 ;

Vu l'arrêté du 9 août 1929, relevant le taux des différentes professions dites " toutes autres professions " ;

Vu les arrêtés des 23 décembre 1904 et 22 janvier 1921 sur la propriété bâtie ;

Vu l'arrêté 83 S. G. du 27 janvier 1932, approuvant le Budget des Recettes et des Dépenses du Service local pour l'année 1932 ;

Vu le paragraphe 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la Colonie ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 26 août 1932,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux et supplémentaires de l'exercice 1932, ci-après désignés, s'élevant ensemble à la somme de : *Seize mille neuf cent soixante-sept francs, cinquante centimes* :

#### PERCEPTION D'ATUONA (MARQUISES SUD).

##### Rôle principal Ex. 1932.

Propriété bâtie.....	9.332 50
Frais d'avertissement.....	16 80

Total de la perception d'Atuona ..... 9.349 30

#### PERCEPTION DE TAIQHAË (MARQUISES NORD).

##### Rôle principal Ex. 1932.

Propriété bâtie.....	7.169 50
Frais d'avertissement.....	13 30

7.182 80

##### Rôle supplémentaire 1<sup>er</sup> semestre 1932.

Taxe sur les chiens.....	30 »
Patentes fixes.....	195 »
Patentes proportionnelles.....	200 »
Formules et avertissements.....	10 40

435 40

Total de la perception de Taiohae..... 7.618 20

Total général ..... 16.967 50

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 août 1932.

L. BOUCHET.

## EXTRAITS

### Actes du Gouvernement local.

Par décision du Gouverneur, n 697 c, en date du 11 août 1932, M. Brunet (Jean), sous-chef de bureau des Secrétariats Généraux, est désigné comme membre *ad hoc* pour la séance du conseil d'administration du 12 août 1932, en remplacement du Secrétaire Général.

Par arrêté du Gouverneur, n. 700 s. g., en date du 12 août 1932, le chiffre de la population de la Commune mixte d'Uturoa est fixé à 770 habitants.

Par arrêté du Gouverneur, n. 703 s. g., en date du 12 août 1932, Est acceptée la donation, au Service Local, par M. F. Hervé, propriétaire, d'une parcelle de terre "*Otuputa*" sise à Apataki (Tuamotu) pour édification de la maison commune dudit district.

Par arrêté du Gouverneur, n. 705<sup>bis</sup> i. c., en date du 13 août 1932, les militaires de la 3<sup>e</sup> fraction de la classe de 1930 actuellement sous les drapeaux seront envoyés en permission complémentaire le 15 août 1932, en attendant leur passage dans la disponibilité.

Par arrêté du Gouverneur, n. 706<sup>bis</sup> i. c. en date du 15 août 1932, l'incorporation de la 2<sup>e</sup> fraction de la classe de 1931 aura lieu le 15 août 1932, sur ordre d'appel individuel adressé à chacun des intéressés.

Par arrêté du Gouverneur, n. 708 c., en date du 16 août 1932, Madame Augé-Daullé, dame employée contractuelle du Service Local, secrétaire de l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent est chargée de la liquidation des contributions indirectes pour Raiatea Tahaa et Maupiti, en remplacement de M. Pia (Guy) Adjoint de 2<sup>e</sup> classe des Services Civils appelé à d'autres fonctions.

M. Frolon (Charles) Gendarme en service à Uturoa, est chargé de la surveillance des Travaux Publics à Raiatea-Tahaa.

Par arrêté du Gouverneur, n. 709 c., en date du 16 août 1932, est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> août 1932 la démission de son emploi de mécanicien de la goélette "*Mouette*" offert par Monsieur Gooding (Terii, Tanau, Orison).

Pour compter du 10 août 1932, est agréé comme auxiliaire du Service local et, à ce titre, chargé des fonctions de mécanicien à bord de la goélette "*Mouette*" M. Colombani (Antoine, Henri, Tuarae, Teriitua).

Par arrêté du Gouverneur, n. 710 c., en date du 16 août 1932, une Commission composée de :

MM. Jacob, Capitaine de Port chargé de la Police de la Navigation, *Président*;

Bailly, Pilote titulaire du port de Papeete, *Membre*;

Carlson, Maître au petit cabotage, Capitaine de la goélette "*Mouette*", *Membre*.

se réunira sur la convocation de son Président pour procéder aux enquêtes réglementaires prescrites par les textes sur le naufrage de la goélette "*Rovine*".

Les conclusions de la commission seront adressées au Gouverneur et s'il y a lieu au Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire avec le dossier de l'affaire.

Par décision du Gouverneur, n. 714 s. g., en date du 16 août 1932, M. Bouzer, interprète principal hors classe du Secrétariat Général est désigné pour représenter le Service Local devant le notaire de la circonscription de Papeete, lors de la signature de l'acte de donation de la parcelle de terre "*Otuputa*", au Service local et destiné à la création d'une maison commune à Apataki.

Ampliation de la présente décision sera notifiée à l'Officier ministériel de Papeete.

Par arrêté du Gouverneur, n. 716 c., en date du 17 août 1932, M. le Dr Le Gall Médecin Commandant des Troupes Coloniales

Hors cadres est nommé pour compter du 16 août 1932, Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, en remplacement de M. Capela, Rédacteur principal de 3<sup>e</sup> classe au Ministère des Colonies en service détaché, appelé à d'autres fonctions.

M. le Dr Le Gall aura droit au supplément de fonctions prévu au tableau A de 900 francs par an comme Chef d'une Circonscription administrative et aux frais de représentation de 9.000 francs l'an prévus au tableau J de l'arrêté n. 960 C du 29 décembre 1931.

Par arrêté du Gouverneur, n. 717 c., en date du 17 août 1932, est nommé Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa (Ile Raiatea), M. le Dr Le Gall Médecin Commandant des Troupes Coloniales Hors cadre, Administrateur de l'Archipel des Iles-Sous-le-Vent pour compter du 16 août 1932.

Par décision du Gouverneur, n. 718 c. en date du 17 août 1932, une réquisition de passage en 2<sup>e</sup> classe de Papeete à Marseille sur s/s *Boussole* de la C<sup>e</sup> des Services contractuels des Messageries Maritimes attendu à Papeete le 18 août 1932 sera délivrée pour raison de santé à l'Adjudant-Chef de Gendarmerie David ainsi qu'à son fils âgé de 20 ans.

Par décision du Gouverneur, n. 719 c., en date du 17 août 1932, un congé administratif de six mois à passer à Fort-de-France (Martinique) est accordé à M. Vernon (Louis) Commis principal du Secrétariat Général.

Ce fonctionnaire prendra passage en 1<sup>re</sup> classe (2<sup>e</sup> catégorie) sur le s/s *Boussole* à destination de Fort-de-France (Martinique) devant toucher Papeete le 18 août 1932.

Par décision du Gouverneur, n. 721 c., en date du 17 août 1932, le Maréchal des Logis Chef Grolier (Jean) Commandant la brigade de Papeete, adjoint au Commandant du Détachement de Gendarmerie de l'Océanie-Tahiti, assurera le commandement provisoire de cette unité pendant l'absence de l'Adjudant-Chef David rentrant en France pour raison de santé.

Par arrêté du Gouverneur, n. 722 c., en date du 17 août 1932, la décision du 24 mars 1929 est annulée en ce qu'elle nomme M. Vernon (Louis, Conzague) au grade de Commis principal de 2<sup>e</sup> classe au lieu de commis de 2<sup>e</sup> classe, grade de M. Hoareau.

M. Vernon est reclassé ainsi qu'il suit :

a) à compter du 19 juillet 1928 date de sa permutation avec M. Hoareau au grade de commis de 2<sup>e</sup> classe.

b) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1929, par rappel d'ancienneté pour service militaire avec reliquat de 11 mois 26 jours au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe.

c) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1931, par épuisement de ses services militaires et après inscription au tableau d'avancement suivant décision n. 25 c du 17 janvier 1931 au grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

Par décision du Gouverneur, n. 723 c., en date du 18 août 1932, une troisième prolongation de congé de convalescence de trois mois pour compter du 6 août 1932 à solde entière de présence à passer dans la Colonie est accordée à M. Turuura a Mooroa, Infirmier de 5<sup>e</sup> classe du Cadre local, en service à l'Hôpital de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n. 724 c., en date du 18 août 1932, M<sup>lle</sup> Salvanayagam (Charlotte) auxiliaire du Service local est, par mesure d'économie, licenciée de son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 725 s. g. en date du 18 août 1932, Il est alloué, à titre d'avance sur pension à la V<sup>ie</sup> Divi Rayappin, une allocation provisoire annuelle de *mille huit cents francs* (1800).

La dite allocation imputable au chapitre 17 des dépenses du budget local de l'exercice 1932, sera payable par trimestre et à terme échu. Le montant de ces avances sera repris lors de la liquidation de la pension définitive et viendra en atténuation des dépenses de ce chapitre.

Par arrêté du Gouverneur, n° 726 c, en date du 19 août 1932, est rapportée à compter du 13 août 1932, l'arrêté n° 23 c du 1<sup>er</sup> janvier 1932 désignant M. Severac, Juge au Tribunal Supérieur d'appel pour remplir les fonctions de Procureur de la République et Chef du Service Judiciaire *p. i.*

MM. de Monti Rossi, Cury et Severac reprendront les fonctions dont ils sont respectivement titulaires.

Par arrêté du Gouverneur, n° 727 c, en date du 19 août 1932, M. La Porte prendra ses fonctions de Juge au Tribunal Supérieur d'appel de l'Océanie à compter du jour de sa prestation de serment.

Par décision du Gouverneur, n° 733 i. p, en date du 23 août 1932, M<sup>lle</sup> Amiot (Irène). pourvue du Brevet local de capacité pour l'enseignement, est autorisée, pour compter du 19 août 1932, à donner l'instruction à quelques enfants dans les conditions fixées par sa lettre en date du 8 août 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 734 i. p, en date du 23 août 1932, un congé spécial de maternité avec solde entière est accordé à M<sup>me</sup> Keck, institutrice de 3<sup>e</sup> classe du cadre local, directrice de l'école de Taravao. Ce congé prendra fin un mois après l'accouchement soit, le 2 septembre 1932 inclus.

Par décision du Gouverneur, n° 735 i. p, en date du 23 août 1932, un congé spécial de maternité avec solde entière est accordé pour compter du 15 août 1932 à M<sup>lle</sup> Bourne Marie, institutrice de 5<sup>e</sup> classe du cadre local. Ce congé prendra fin de plein droit un mois après l'accouchement dont la date devra être notifiée par l'intéressée au Chef du Service au moyen d'un acte de naissance de l'enfant.

Par arrêté du Gouverneur, n° 736 c, en date du 24 août 1932, la somme de 17.045 frs. en dépôt au Trésor et destinée à rembourser les bons de caisse émis par application du décret du 29 mars 1880, et non encore présentés à l'échange, sera effectuée aux recettes du budget local de l'exercice en cours, au titre du chapitre 4, article 5, § 2.

La Colonie sera tenue de rembourser à présentation, sur les fonds du budget local, les bons de caisse dont l'échange lui serait demandé ultérieurement, sous réserve toutefois de la décharge qui serait susceptible d'être opposée le moment venu.

Par décision du Gouverneur, 737 i. p, en date du 24 août 1932, M. Moua (Marcel) instituteur de 5<sup>e</sup> classe du cadre local en congé pour service militaire est réaffecté à l'École de Mataiea en qualité d'adjoint à compter du 15 août 1932.

M. Cadoustean (Raymond) chargé de suppléer M. Moua pendant son congé, cesse d'être employé.

Par décision du Gouverneur, n° 739 i. p, en date du 25 août 1932, M<sup>me</sup> Paoli, résidant à Papeete, est chargée de donner l'enseigne-

ment du solfège au cours complémentaire de l'École Centrale à raison de quatre séances de 3/4 d'heure par semaine.

Par décision du Gouverneur, n° 740 i. p, en date du 25 août 1932, a) une bourse entière d'internat de trois ans à compter du 17 août 1932 est accordée à chacun des élèves dont les noms suivent :

*Garçons :*

Tetoofa (Nicolas), Raihauti (Vivirau), Tapao (Tinomana).

*Filles :*

Aro (Cécilia), Toromona (Matahuira), Teihoarii (Teraiharuru), Farauru (Natupuai), Frogier (Mathilde), Moe (Juana), Terai (Isabelle), Terii (Tehuiotea).

b) une bourse entière de préparation au Brevet élémentaire métropolitain est accordée pour compter du 17 août 1932 aux élèves dont les noms suivent :

*Garçons :*

Teriitevaeearai (Augustin), Pihaatea (Timi).

*Filles :*

Harry William (Stella).

c) Une prolongation de bourse entière d'un an à compter du 17 août 1932 est accordée aux élèves dont les noms suivent :

*Garçons :*

Doom (Eugène), Temarii (Lucien), Lichtlé (Joseph), Tu a Teanini (Georges), Colombani (Nivel), Ellacott (Anthony), Viriamu (Fareviriamu), Ronohau (Moheia), Flores (Nicolas), Doom (Memory).

*Filles :*

Raanui (Tararaina), Hurahutia (Temeri), Tamarii (Ariivahine), Teinaore (Teriitaria), Voirin (Marie).

d) Une demi-bourse de trois ans à compter du 17 août 1932 est accordée aux élèves dont les noms suivent :

*Garçon :* Leboucher (Roland). *Fille :* Wolher (Marcelle).

e) Une prolongation de demi-bourse d'un an à compter du 17 août 1932 est accordée à l'élève : Sarciaux (Florienne).

f) Une bourse entière d'un an à compter du 17 août 1932 est substituée à la demi-bourse précédemment accordée aux élèves : Paheo (Moehau) et Vahapata (Naraitairoa).

g) Une demi-bourse d'un an à compter du 17 août 1932 est substituée à la bourse entière précédemment accordée à l'élève : Tematagipere (Dorothee).

Le bénéfice des bourses ou demi-bourses d'enseignement accordées aux élèves dont les noms suivent leur est retiré à compter du 17 août 1932 :

Teupootahiti (Revatus), O'connor (Jean), Pito (Paepaeupoo), Mairahi (Rereao), Poroi (Elma), Ducrat (Louise), Van Bastolaer (Sophie), Wolher (Miriam), Maitia (Moea).

Par décision du Gouverneur, n° 741 i. p, en date du 25 août 1932, sont maintenues pour l'année scolaire 1932-1933 les bourses précédemment concédées aux étudiants ci-après désignés :

Mollon (Gérard), élève à l'École normale de Nice, titulaire d'une bourse d'entretien de 2.000 francs. payable par dixième à l'Économe de cet établissement.

Vernier (Albert). élève au lycée Ingres à Montauban titulaire d'une bourse familiale de 1.800 francs.

La bourse attribuée précédemment à M<sup>lle</sup> Kock (Germaine), élève à l'école primaire supérieure d'Aix en Provence, est supprimée pour compter de la date de départ du premier courrier qui,

après la réception de la décision prononçant le retrait de la bourse, aura quitté Marseille à destination de Tahiti.

Par arrêté du Gouverneur, n° 744 s. g., en date du 25 août 1932, M. Capela (Guillaume), rédacteur principal de l'Administration centrale des colonies, est chargé d'une mission ayant pour objet :

- l'étude des questions d'intérêt industriel, commercial et agricole concernant l'archipel des Tuamotu ;
- la création d'un comité des intérêts économiques des Tuamotu ;
- l'étude des opérations se rattachant à la plonge dans cet archipel et de la répartition des fonds qui proviendraient d'une taxe spéciale sur les opérations de plonge au scaphandre, fonds qui seraient uniquement consacrés à l'amélioration de l'outillage économique de l'archipel.

La goélette *Mouette* est mise à la disposition de M. Capela pendant toute la durée de sa mission qui ne devra pas excéder deux mois. Dès son retour au chef-lieu de la Colonie, M. Capela dressera un rapport de sa mission auquel devra être annexé un état des dépenses qu'elle aura entraînées.

Par arrêté du Gouverneur, n° 745 i. p., en date du 25 août 1932, les articles 2 et 3 de l'arrêté local du 13 septembre 1927 portant création de l'École Principale des Tuamotu sont abrogés.

Le texte de l'article 2 est remplacé par le suivant :

L'école reçoit des internes et des externes. Les internes comprennent :

- tous les enfants titulaires d'une bourse entière ou d'une fraction de bourse ;
- les internes entretenus par leur famille.

Le texte de l'article 3 est remplacé par le suivant :

Le nombre des élèves titulaires d'une bourse ou fraction de bourse est subordonné aux prévisions budgétaires.

Par décision du Gouverneur, n° 746 s. g., en date du 25 août 1932, il est alloué à M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Lemaire (Jean), demeurant à Neuilly-Sur-Seine, 3 rue Ancelle, femme de l'ex-délégué de la Colonie au Conseil supérieur des colonies, un secours de *cinq mille francs* (5.000<sup>fr</sup>), payable une fois pour toutes, par l'Agence générale des Colonies.

Par décision du Gouverneur, n° 747 s. g., en date du 25 août 1932, la décision n° 979 c du 31 décembre 1931 est rapportée en ce qu'elle concerne la nomination de M. Timo, comme interprète près le Tribunal de Paix à Atuona.

Pour la tenue de chaque audience foraine l'Administrateur-Juge désignera un interprète *ad hoc* qui aura droit à une indemnité de 7 fr. 50 par vacation de 3 heures.

La présente décision prendra son effet du jour de sa réception à Atuona.

Par décision du Gouverneur, n° 748 c., en date du 25 août 1932, M. Brunet (Jean), Sous-Chef de bureau des Secrétariats Généraux, est désigné comme membre *ad hoc* pour la séance du Conseil d'Administration du 26 août 1932, en remplacement du Secrétaire Général.

Par décision du Gouverneur, n° 749 s. g., en date du 26 août 1932, il sera procédé le mardi 22 novembre 1932, à l'élection de deux membres du Comité Colonial du Combattant des Etablissements français de l'Océanie en remplacement de MM. Salles et Vernon, membres élus titulaires de congé à passer hors de la Colonie.

Les élections se feront dans les conditions fixées par l'arrêté du 17 avril 1931.

Les candidats à l'élection devront adresser leur déclaration de candidature au Président du Comité colonial de façon qu'elle lui parvienne deux mois avant le jour du scrutin.

Par arrêté du Gouverneur, n° 751 s. g., en date du 26 août 1932, la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie est autorisée à verser au Service local une somme de : *Cent cinquante mille francs* (150.000 frs) payable 75.000 francs immédiatement et 75.000 à fin décembre 1932.

## NÉCROLOGIE

Le Gouverneur *p. i.*, des Etablissements français de l'Océanie a le regret de faire part :

Du décès de M. FARONE TEONITIO, Brigadier de Police, survenu à Uturoa (Iles-Sous-le-Vent) le 17 août 1932 ;

Du décès de M. LEQUERRÉ (ARTHUR), Ouvrier de 6<sup>me</sup> classe de l'Imprimerie du Gouvernement, survenu à Papeete (Ile Tahiti) le 28 août 1932.

## AVIS OFFICIELS

### COMITÉ COLONIAL DU COMBATTANT

L'attention de l'Office National du Combattant, qui compte, parmi ses ressortissants, un très grand nombre de cultivateurs, a été retenue à maintes reprises par la situation particulière des petits propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers agricoles, qui, en raison soit du peu d'étendue des terres qu'ils possèdent, soit du manque de capitaux, d'outillage, de cheptel, ne peuvent retirer de leur travail ou de l'exploitation de leur domaine un revenu suffisant.

L'impossibilité où se trouvent les uns d'acquérir de nouvelles terres, les autres d'accéder à la petite propriété, les met le plus souvent dans la nécessité d'abandonner la culture et de rechercher dans les grandes agglomérations des emplois précaires alors que leur maintien ou leur retour à la terre présenterait, pour eux et la collectivité, le plus grand intérêt.

Aussi pour suppléer à l'insuffisance ou aux lacunes des dispositions législatives d'ordre général, l'Office National du Combattant a, dès sa création, pris des mesures particulières qui facilitent aux anciens combattants, agriculteurs, l'accession à la petite propriété et l'acquisition des instruments de travail : Prêts d'honneur, prêts professionnels et prêts spéciaux consentis dans les conditions précisées par des instructions antérieures.

Mais il a estimé qu'il lui appartenait de faire un nouvel effort et, dans ce but, a inscrit un crédit à son budget en vue de l'acquisition de petites propriétés qui seraient mises à la disposition d'anciens combattants agriculteurs.

Une circulaire du 20 avril 1932 a précisé les conditions dans lesquelles les propriétés agricoles pourront être louées avec promesse de vente.

Le Chef du Service Administratif du Comité (Secrétariat Général. — 2<sup>e</sup> Bureau) se tient à la disposition de ceux que la question intéresserait pour leur fournir à ce sujet tous renseignements utiles.

## AVIS

L'Administration locale a l'honneur de faire connaître aux intéressés que la Commission de secours aux personnes nécessiteuses et la Commission d'attribution des allocations scolaires se réuniront dans le courant du mois de décembre prochain.

Les personnes qui désireraient un secours ou une allocation en raison de leur situation, sont priées d'adresser leurs demandes au Chef de la Colonie, avant le 1<sup>er</sup> décembre prochain, par l'intermédiaire :

1<sup>o</sup> Du Contrôleur de la Police pour celles qui résident à Papeete ;

2<sup>o</sup> Du Chef de la Gendarmerie, pour celles qui résident dans les districts de Tahiti ;

3<sup>o</sup> De l'Administrateur ou du Représentant de l'Administration pour les habitants de Moorea, de Makatea et des Archipels.

## AVIS

Le public est avisé que le Comité de direction de la Foire de Hanoï a décidé que la XI<sup>e</sup> Foire se tiendrait dans cette ville, du 27 novembre au 11 décembre 1932.

Le Commissariat de la Foire se met à la disposition des commerçants et industriels pour leur fournir tous renseignements pouvant les intéresser, notamment en ce qui concerne la location des stands qui a commencée depuis le 1<sup>er</sup> juillet courant.

Cet organisme se propose, par ailleurs, d'adresser à l'Administration locale un certain nombre d'imprimés concernant cette manifestation industrielle et commerciale.

## AVIS

Le Siège du "Foyer Colonial de Marseille" précédemment établi 13, rue Sénac à Marseille a été transféré depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, Place de la Bourse n<sup>o</sup> 11.

## AVIS

MINISTÈRE DES COLONIES

### Concours pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale.

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 8 juillet 1932, le concours prévu par l'article 6 du décret du 10 juillet 1920 pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale des ad-

jointes des Services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies, aura lieu les 4 et 5 avril 1933 dans les conditions fixées par l'arrêté organique du 9 août 1930.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à 42.

(Radiogramme ministériel n<sup>o</sup> 113 du 25 juillet 1932).

## AVIS

L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance des personnes de nationalité étrangère, ayant servi dans l'armée française pendant la guerre et qui seraient désireuses d'acquérir la nationalité française, qu'elles devront adresser au Chef de la Colonie les pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Une demande rédigée sur papier libre ;

2<sup>o</sup> Les actes d'état-civil (acte de naissance, acte de mariage, certificat de bonne vie et mœurs, casier judiciaire) et toutes les pièces justificatives précisant l'identité, la nationalité d'origine et les antécédents du candidat.

Toutes facilités seront accordées aux requérants pour que satisfaction leur soit donnée dans le plus court délai possible.

### SERVICE TOPOGRAPHIQUE

## AVIS

Les opérations cadastrales vont avoir lieu dans l'île de Mehetia à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1932.

En conséquence, et conformément à l'arrêté du 9 août 1927, les propriétaires de terres sises dans cette île sont instamment invités à se trouver sur leurs terres au moment des opérations de délimitation ou à s'y faire représenter par des mandataires réguliers.

Il appartiendra de résoudre préalablement à l'ouverture des opérations cadastrales autant que possible à l'amiable, les questions de délimitation de bornage.

Papeete, le 15 juin 1932.

Le Chef du Service Topographique p. i.,  
R. POMEL.

### SERVICE TOPOGRAPHIQUE.

Cadastre de Raiatea.

## AVIS

Les propriétaires terriens de l'île Raiatea sont avisés, que le cadastre de cette île sera terminé dans le courant du mois d'août de cette année.

En conséquence, et conformément à l'arrêté du 9 août 1927, les levers de terres qui auraient été exécutés hors de la présence des



intéressés, seront déposés dans les bureaux de l'Administration et dans les Chefferies des districts, pendant une durée de six mois, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1932.

Pendant ce délai, les intéressés défaillants, soit le propriétaire du terrain limité, soit les propriétaires des terrains limitrophes, pourront en prendre communication et former opposition s'il y a lieu.

Ces oppositions seront reçues par l'Administrateur ou les Chefs de districts : avis sera donné de cette opposition par l'Agent qui l'aura reçue, au Chef du Service Topographique et aux propriétaires voisins.

Il n'y sera donné suite, qu'après consignation par les opposants, entre les mains du Chef du Service Topographique et dans un délai de trois mois, des frais arbitrés par ce dernier, relatifs à un deuxième transport sur les lieux litigieux.

Les intéressés seront avisés par la voie du *Journal officiel* de la date à laquelle il sera procédé à un nouveau transport et à la délimitation définitive.

## TRÉSORERIE DE TAHITI

### Avis aux veuves de guerre.

Les veuves de guerre **non remariées** titulaires de pensions des lois des 31 mars et 24 juin 1919 sont informées qu'elles devront produire chaque année, au moment du paiement des arrérages de la pension échéant entre le premier avril et le trente juin, un certificat dont le modèle sera fourni par la Trésorerie.

Exceptionnellement, et pour l'année 1932 seulement, ce certificat sera à produire pour le paiement des arrérages échéant au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, c'est-à-dire entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre 1932.

Pour éviter tout retard dans le paiement de leur pension les intéressées sont invitées à se procurer dès à présent des formules de certificat à la Trésorerie.

*Le Trésorier-Payeur,*  
LIAUZUN.

Approuvé :

*Le Gouverneur,*  
JORE.

## AVIS

Un concours pour l'emploi de Contrôleur stagiaire des Douanes aura lieu les 9 et 10 janvier 1933.

Les Postulants devront avoir 18 ans au moins et 25 ans au plus et être pourvus du Baccalauréat complet. La liste d'inscription sera close le 10 septembre 1932.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au Chef du Service des Douanes.

## AVIS

La Caisse Agricole a émis des bons portant intérêts, comme il est dit ci-dessous :

L'émission étant limitée, les personnes, désireuses de se voir attribuer des bons, sont priées de s'inscrire le plus tôt possible.

Les bons seront attribués, dans la limite du montant de l'émission et dans l'ordre des souscriptions.

Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétaire Trésorier de la Caisse Agricole.

Bons de 100 fr., 500 fr. et 1.000 fr., à un an, deux ans, portant

4 fr. 0/0 d'intérêts l'an

Bons de 500 fr., 1.000 fr., 5.000 fr.

et 10.000 fr. à trois ans, quatre ans,

à cinq ans 5 fr. 0/0 —

## AVIS

L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance des intéressés que la Compagnie Immobilière et Agricole de l'Océanie dispose de vingt annamites actuellement aux Marquises qui pourraient être cédés à des particuliers.

Ces vingt annamites sont arrivés dans la Colonie en décembre 1930 et comprennent 18 hommes et 2 femmes.

Les personnes qui désireraient utiliser leurs services sont priées de s'adresser au Commissaire adjoint de l'immigration (Secrétariat Général 2<sup>me</sup> Bureau).

## DEMANDES DE VENTE

M. Ly Sing Sao, n° 1631, demande l'autorisation de vendre la terre "MOMOA", sise à Hitiaa.

M. Asoi, Asen dit Pepe, demande l'autorisation de vendre ses droits indivis dans la terre "TEPAATAE", sise à Tautira.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

### SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF LIGTHART AND CRIDLAND

Suivant décision des associés du 10 Août 1932, la dissolution anticipée de la Société a été décidée à compter de cette date.

La liquidation sera faite par les associés.

Une copie de la décision précitée a été déposée au Greffe commun du Tribunal de Commerce et du Tribunal de Paix de Papeete le 23 Août 1932.

Pour extrait :

G. AHNNE, *Défenseur.*

Etude de M<sup>e</sup> L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

## VENTE

par suite de surenchère

Sur saisie-immobilière.

Il sera procédé le **Mardi 20 septembre 1932**, à huit heures du matin, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance, séant au Palais de Justice à Papeete, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, en un lot, de l'immeuble ci-après désigné :

LOT UNIQUE :

Une parcelle de la terre "TEVIHONU"  
sise à Taravao.

Cet immeuble se compose d'une parcelle de la terre "TEVIHONU" bornée : Au Nord, par la route de ceinture, sur une longueur de quatre cent vingt quatre mètres cinquante centimètres ; au Sud, par le rivage de la mer, sur une longueur, en ligne droite de trois cent soixante dix-neuf mètres ; à l'Est, par la propriété de M. E. W. Vivish, sur une largeur de trois cent quinze mètres cinquante centimètres, et, à l'Ouest, par la propriété Pomare, sur une largeur de deux cent cinquante-trois mètres.

Sa superficie est de onze hectares quarante et un ares soixante et un centiares.

Sur ce lot se trouve une grande maison d'habitation avec un étage sur laquelle M. H. Picard ne possède qu'un droit indivis d'un quart.

Les mesures et superficie indiquées ci-dessus résultent d'un plan cadastral levé à la requête des Consorts Picard.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Compagnie Navale et Commerciale de l'Océanie, Agence de Papeete, ayant pour Défenseur M<sup>e</sup> L. Sigogne, sur Monsieur Henri Picard par procès-verbal de M<sup>e</sup> Bourgeois, huissier à Taravao, dressé le 8 février 1932, visé le même jour, enregistré le 12 février 1932 et transcrit, après dénonciation à la partie saisie, au Bureau des Hypothèques de Papeete, le 26 février 1932, vol. 10 n° 25.

Par jugement en date du dix mai 1932, cette parcelle de terre a été adjugée à M. E. W. Vivish moyennant le prix de 31.000 francs, mais une surenchère du sixième a été formée par M. Harrison W. Smith, propriétaire, demeurant à Papeari, suivant acte du Greffe en date du 17 mai 1932, enregistré et dénoncé.

Par jugement en date du 14 juin 1932 ladite surenchère a été validée et la revente fixée au 20 septembre 1932.

### Mise à prix :

Les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par la surenchère.

Lot unique. — Trente-six mille cent  
soixante-sept francs ci. 36.167 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du code de procédure civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par M<sup>e</sup> L. Sigogne, Défenseur poursuivant, à Papeete, le 23 juin 1932.

L. SIGOGNE, *Défenseur.*

Etude de M<sup>e</sup> LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

## A VENDRE

Par licitation

Le vendredi 23 septembre 1932

à 8 heures du matin.

Au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal Civil de Première de Papeete, les immeubles ci-après désignés :

Aux requête, poursuite et diligence de :

M. Bensgamen a Meamea, propriétaire demeurant à Paea, pour lequel domicile est élu à Papeete, rue du Commandant Destremau, en l'Etude de M<sup>e</sup> Léonce Brault, Défenseur ;

Contre :

1<sup>re</sup> M<sup>me</sup> Tetuaura a Meamea, épouse de Tetafetatua a Tetuanui ;

2<sup>re</sup> M. Tetafetatua a Tetuanui, pris tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tuteur datif des mineurs Ine, Tatoro et Ri a Meamea, nommé à ces fonctions par délibération du Conseil de famille desdits mineurs du huit février mil neuf cent vingt-six ;

3<sup>re</sup> M. Patea a Meamea ;

4<sup>re</sup> M. Mata a Meamea ;

5<sup>re</sup> M<sup>me</sup> Tariatua a Meamea et son époux M. Rue a Tane ;

6<sup>re</sup> M<sup>me</sup> Tiarere a Airima et son époux M. Tuahu a Meamea ;

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, en l'Etude de M<sup>e</sup> Georges Ahnne, Défenseur ;

7<sup>re</sup> M. Tei a Meamea ;

8<sup>re</sup> M<sup>me</sup> Terai a Meamea et son époux Rooua ;

9<sup>re</sup> M. Paheroo Mahutatua dit Tamaterai, pris en sa qualité de tuteur *ad hoc* de : 1<sup>re</sup> M<sup>lle</sup> Raita a Tehaamaru, issue de M<sup>me</sup> Tehaamaru a Meamea ; 2<sup>re</sup> M. Pepe a Tirivera, enfant mineur issu de M<sup>me</sup> Tirivera a Meamea ; 3<sup>re</sup> Des mineurs Ine, Tatoro et Ri a Meamea, issus de Punuafaave a Airima et de Mataitua a Meamea ; 4<sup>re</sup> Des quatre enfants mineurs issus de M. Paepaera a Airima ; 5<sup>re</sup> M<sup>lle</sup> Sophie a Titifa issue de M<sup>me</sup> Titifa a Airima ;

10<sup>re</sup> M. Mihi a Aue, pris en sa qualité de subrogé tuteur *ad hoc* de : 1<sup>re</sup> M<sup>lle</sup> Raita a Tehaamaru, issue de M<sup>me</sup> Tehaamaru a Meamea ; 2<sup>re</sup> M. Pepe a Tirivera, enfant mineur issu de M<sup>me</sup> Tirivera a Meamea ; 3<sup>re</sup> Des mineurs Ine, Tatoro et Ri a Meamea issus de M<sup>me</sup> Punuafaave a Airima, et de Mataitua a Meamea ; 4<sup>re</sup> Des quatre enfants mineurs issus de M. Paepaera a Airima ; 5<sup>re</sup> M<sup>lle</sup> Sophie a Titifa, issus de M<sup>me</sup> Titifa a Airima ;

11<sup>re</sup> M. Teotahi a Otaha a Airima ;

12. M<sup>me</sup> Fara a Airima et son époux, M. Marere a Tetua-roa ;  
 13. M. Teihoarii a Airima ;  
 14. M<sup>lle</sup> Vahine a Titifa ;  
 15. M. Terai Aitua Anahoa a Airima ;  
 16. M. Avei Anahoa a Airima ;  
 17. M. Moehau a Airima ;  
 18. M<sup>me</sup> Penei a Airima et son époux, M. Marotini tane ;  
 19. M. Tahua a Airima ;  
 20. M. Tavi a Airima ;  
 21. M. Mauri a Raivavae, pris sa qualité de tuteur *ad hoc* de : 1° Deux enfants mineurs issus de M<sup>me</sup> Teina a Airima ; 2° Des quatre enfants mineurs de M<sup>me</sup> Amaru a Airima ;  
 22. Monsieur Teihotua Charles, pris en qualité de subrogé-tuteur *ad hoc* de : 1° Deux enfants mineurs issus de Madame Teina a Airima ; 2° Des quatre enfants mineurs issus de Madame Amaru a Airima ;  
 23. M. Nohoatua a Airima ;  
 24. M. Tenunu Moeroo a Airima ;  
 25. M<sup>me</sup> Tunetai a Teehu ;  
 26. M<sup>me</sup> Teehu a Taraufau et son époux, M. Maraerua ;  
 27. M. Faara a Taraufau ;  
 28. M<sup>me</sup> Nihi a Taraufau ;  
 29. M. Terii a Taraufau ;  
 30. M<sup>me</sup> Tevaite a Taraufau et son époux, M. Tevaite tane ;

En exécution d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, en date du 2 novembre 1931, signifié, lequel a ordonné la sortie d'indivision de terres dépendant de la succession de Madame Pita a Toe-hae, en son vivant, épouse de Airima a Paave.

#### Désignation des biens à vendre :

Premier Lot. — La terre "Puaauroa", dite aussi "Pauauroa", sise à Paee, quartier de Maraa, vers le 27<sup>e</sup> kilomètre, elle est bornée, suivant plan cadastral du 18 septembre 1930 :

Du côté de la mer, par la mer, où elle mesure dix-sept mètres cinquante centimètres (17 m. 50) ;

Du côté de l'intérieur, par la crête de la montagne, sur une largeur indéterminée ;

Du côté du district de Papara, par la terre Tuituioerau, sur une profondeur de trois cent dix-sept mètres environ (317 m.) ;

Et du côté de Punaauia, par la propriété de M. Alexandre Brown, sur une profondeur de trois cent quarante-neuf mètres environ (349 m.) ;

Cette terre est traversée par la route de ceinture et sa superficie en plaine est de soixante-treize ares environ. Elle est plantée de cocotiers, bananiers, avocatiers, maiore et caféiers ;

Deuxième Lot. — La terre "Tapoirauvahi", sise au même lieu, est bornée suivant plan cadastral, en date du 24 juin 1929 comme suit :

Du côté de la mer, par la mer, où elle mesure dix-huit mètres soixante-dix (18 m. 70) ;

Du côté de l'intérieur, par la crête de la montagne, sur une distance indéterminée ;

Du côté du district de Punaauia, par la terre Tuituioerau, sur une profondeur de deux cent quatre-vingt seize mètres environ (296 m.) ;

Et du côté du district de Papara, par la terre Vaitioro, sur une profondeur de deux cent soixante-cinq mètres environ (265 m.) ;

Cette terre est traversée par la route de ceinture, et sa superficie en plaine, est de cinquante-trois ares environ (53 a.) ;

Elle est plantée de cocotiers, bananiers, avocatiers, maiore et caféiers ;

Troisième Lot. — Une maison d'habitation édifée sur la terre "Puaauroa", avec ses dépendances, elle est construite en bois, couverte en tôle, composée d'un corps de bâtiment, divisé en deux chambres, avec vérandahs sur l'avant et l'arrière ;

Le Cahier des charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, le 12 août 1932, conformément à la loi.

#### Mises à prix :


Les mises à prix ont été fixées par le jugement précité du 2 novembre 1931, comme suit :

Premier Lot. — La terre "Puaauroa", deux mille francs, ci..	2.000 »
Deuxième Lot. — La terre "Tapoirauvahi", deux mille cinq cents francs, ci.....	2.500 »
Troisième Lot. — La maison édifée sur la terre "Puaauroa" sept mille francs, ci.....	7.000 »

Fait et rédigé par M<sup>e</sup> Léonce Brault, Défenseur, poursuivant à Papeete, le 12 août 1932.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

## ANNONCES DIVERSES



COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE  
 « A LA TOUR EIFFEL »  
**JOYEROT-JACOT & C<sup>ie</sup>**  
 23, Rue, Gambetta. BESANÇON (France)

Catalogue générale d'Horlogerie. Bijouterie, Orfèvrerie  
 adressé gratis et franco

ENVOIS DE CHOIX SUR DEMANDE A MM. LES FONCTIONNAIRES  
 FACILITÉS de PAIEMENT — Représentants sont demandés.

## VITTEL

(VOSGES)

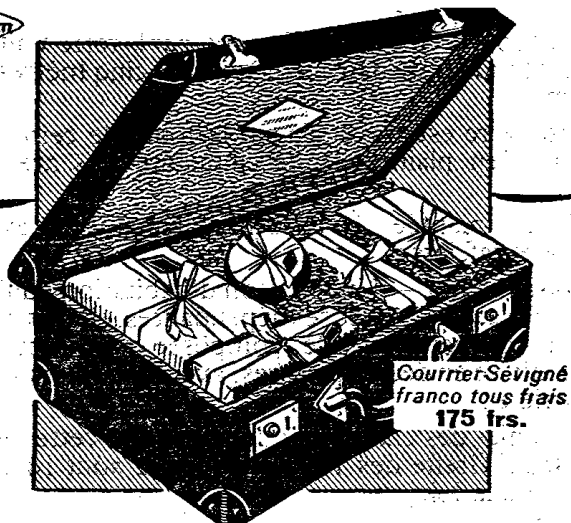
### GRANDE SOURCE

GOUTTE — GRAVELLE — ARTHRITISME.

### SOURCE HEPAR

SEQUELLES HEPATHIQUES DES COLONIAUX  
 SAISON : 20 Mai — 25 Septembre.

Dany



## pensez maintenant à vos cadeaux de NOËL

Des chocolats, des bonbons, des pâtes de fruits envoyés tout exprès par la première confiserie de France : A LA MARQUISE DE SÉVIGNÉ, voilà le présent délicatement luxueux qui enchantera le Noël de vos amis... aussi bien que le vôtre. Mais il faut y songer dès maintenant, car les courriers sont longs...

### A vos parents, à vos amis restés en France

La Marquise de Sévigé se chargera de remettre, sur votre ordre, à jour dit, tels cadeaux que vous aurez choisis dans son catalogue 1932. Demandez-le lui aujourd'hui pour ne pas arriver trop tard.

### A vous, à vos amis de la colonie

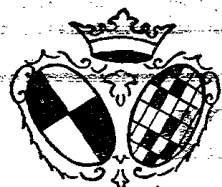
La Marquise de Sévigé en verra soit une de ses merveilleuses créations (que vous choisirez également dans le catalogue 1932) soit une élégante mallette contenant tout un assortiment de friandises :

Marrons glacés - Pâtes de fruits d'Auvergne - Acidités Sévigé - Chocolats fourrés. - Langues de chat - Capucines en robe de bure et autres spécialités - Chocolat au lait - Chocolat fondant - Gâteaux pour les enfants - Granulé pour déjeuner - Confiture.

et offerte au prix de 175 Frs, franco de port et d'emballage métallique, dans toutes les colonies françaises que, pour plus de commodité, nous vous prions d'acquitter par mandat.

Et votre commande  
une fois passée

reposez-vous sur nous : elle  
parviendra en parfait état et à  
l'heure dite.



# MARQUISE DE SÉVIGNÉ

• ROYAT, Puy-de-Dôme (France)

Les familles LÉVY, HIGGINS & BRAULT, remercient sincèrement les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie à l'occasion du décès de M. EMILE LÉVY, et prient celles qui auraient été omises dans l'envoi des lettres de faire-part de bien vouloir les excuser.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

### TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES, EN VIGUEUR DANS LA COLONIE.

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX BROCHÉ : 50 FRANCS.

### BUDGET DE LA COLONIE POUR 1932

PRIX BROCHÉ : 50 FRANCS.

### "OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Études Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

### Règlement sur la Circulation routière.

PRIX BROCHÉ : 2 FR. 50.

### ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

### ARRÊTÉ

réglant les clauses et conditions générales en vertu des marchés  
passés pour le compte du Service local.

Prix broché : 4 francs.

### JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ

Premier Européen ayant habité Tahiti en 1775.

Prix broché : 10 francs.

### ETAT DE LA SOCIÉTÉ TAHITIENNE

A l'arrivée des Européens.

PAR DE BOVIS, LIEUTENANT DE VAISSEAU.

PRIX BROCHÉ : 10 FRANCS.

### LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie ET DU PACIFIQUE AUSTRAL

Prix broché : 50 francs.

### CALENDRIER POUR 1932

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

**NOTICE LEMASSON**

(EXPOSITION COLONIALE DE 1900)

**Prix broché : 5 francs.****Tarif des Taxes Locales de 1931.****PRIX BROCHÉ : 5 FRANCS.****SÉMAPHORE DE PAPEETE****PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.****Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.**

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	2 fr. 50
De 17 à 24 pages.....	3 fr.
De 25 à 32 pages.....	3 fr. 50
De 33 à 40 pages.....	4 fr.
De 41 à 48 pages.....	4 50

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 2 fr. par feuillet de 2 pages.

# BERGER

**APÉRITIF ANISÉ****MIDI - 7 HEURES - " L'HEURE DU BERGER "****Exigez la marque "BERGER" sans aucun prénom****Refusez les imitations**

